

**Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'Inspection
ICPE**

DREAL Bourgogne Franche-Comté

170090

Unité Départementale : 58/89	Subdivision environnement
Nom(s) du ou des inspecteurs : Eric GIROUD Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 12/12/2016 Type d'inspection : approfondie, annoncée, planifiée Motif de la planification : site à visiter tous les 3 ans	
Date de l'inspection : 20/12/2016	
Siège social : FRUEHAUF SAS Etablissement : AUXERRE Activité principale : Construction de semi-remorques PL	A Priorité : à enjeux
Thèmes : situation administrative, eau, air Liste des installations inspectées : Aire extérieure de stockage de DIS, cabines de peinture, zones extérieures des bâtiments. Référentiels de l'inspection : articles 28.1, 30.22 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ; articles 3, 4, 5.2, 5.3, 5.5, de l'arrêté préfectoral complémentaire n° PREF-DCDD-2006-0078 du 06 mars 2006 ; articles 11.4, 21 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° DCLD B1 1996-322 du 23 août 1996	
Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection : - M.BEAULIEU : directeur de site ; - M.ROBADAY : responsable hygiène - sécurité - environnement .	
Principales constatations effectuées : L'entreprise employant 618 personnes travaille en 2x8 pour produire des remorques poids lourds (23 véhicules/jour en moyenne en 2016) ; avec une consommation de 163 tonnes de solvants cet établissement est un émetteur important de COV , d'où son classement en établissement à enjeux. L'état de conformité des installations aux dispositions contrôlées est joint en annexe. Les principales remarques et non-conformités sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Le plan de gestion des solvants 2016 sera à fournir au 1er trimestre 2017 ; les remarques en annexe 2 sont à prendre en compte,• Le plan des réseaux du 10 mars 2014 doit être mis à jour en faisant figurer le rejet R0, les rejets eaux pluviales et les puisards existants,• GEREP doit être rempli annuellement de janvier au 30 mars de l'année suivante,• GIDAF doit être rempli mensuellement,• l'intervention d'Eurofins est à détailler ; leur cahier des charges de leur prestation est à fournir ; en effet dans les documents transmis, les paramètres suivants dans les analyses sont manquants : Al Pb Zn Fe pH et débit. Ils figurent toutefois sur GIDAF,• les dépassements en DBO5 et DCO 3 mois de l'année sont à justifier,• le rapport annuel de contrôle des rejets atmosphériques doit nous être transmis, au plus tard, un mois après le contrôle,	

- un suivi sur les eaux pluviales doit être réalisé,
- le seuil de 15kg/h qui figure à l'article 59 de l'AM du 02/02/98 impose une surveillance en continu des émissions de COV ; cette surveillance est à mettre en place ou le flux horaire de COV doit diminuer par une baisse de la consommation de solvants.

Conclusions ou suites envisagées : courrier à l'exploitant.

Liste des documents établis suite à la visite : lettre à l'exploitant, fiche des constatations

Auxerre, le - 1 MARS 2017

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
Eric GIROUD Inspecteur de l'environnement	Nicolas TAILLANDIER Chef de subdivision par intérim	Gilles ROUX L'adjoint au Responsable de l'Unité Départementale Nièvre/Yonne
		

SITUATION ADMINISTRATIVE

Rubrique 2940.2.a: Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt...sur support quelconque (métal, bois...) lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation ...) si la quantité maximale de produits susceptibles d'être appliquée est supérieure à 100 kg/j

R Les quantités de peinture utilisées pour 2015 et 2016 sont à fournir

La quantité maximale utilisée équivalente autorisée par arrêté préfectoral du 23 août 1996 est de 500 kg/jour

Conformité à certaines prescriptions de l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

28.1	<p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>	R	<p>Le Plan de Gestion des Solvants concernant l'année 2015 a été transmis à la DREAL le 25/03/2016.</p> <p>Il fournit quelques actions visant à réduire la consommation de solvants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en place de quatre fontaines de nettoyage des pistolets peinture en lieu et place de bidons ouverts (2012) - mise en place d'un pré rinçage des circulant peinture avec du diluant saie (2013). <p>L'exploitant souligne la difficulté de mettre en place des peintures exclusivement à l'eau pour réduire ses émissions de COV.</p> <p>Le plan de gestion des Solvants 2015 a été examiné; les remarques sont jointes en annexe 2.</p> <p>Le plan de gestion des solvants 2016 sera fourni au 1er trimestre 2017 selon l'exploitant ; les remarques précédentes sont à prendre en compte.</p>
30.22	<p>Application de revêtement, notamment sur support métal, plastique, textile, carton, papier, à l'exception des activités couvertes par les points 19 et 20 :</p> <p>Si la consommation de solvant est supérieure à 15 tonnes par an, la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 50 mg/m³ pour le séchage et de 75 mg/m³ pour l'application.</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée.</p>	C	<p>Selon le rapport APAVE du 10/10/2016 transmis par courriel du 05/01/2017 par l'exploitant.</p>
		C	<p>Selon le plan de gestion des solvants 2015 établi par l'exploitant.</p>

Conformité à certaines prescriptions de l'arrêté n° PREF-DCDD-2006-0078 du 06 mars 2006 modifiant les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n° DCLD-B1-1996-322 du 23 août 1996.

Article	Points vérifiés	Nature du constat ¹	Observations
3	<p><u>Traitement des eaux résiduaires</u> L'article 13.4 de l'arrêté préfectoral du 23 août 1996 est remplacé par les dispositions ci-dessous :</p> <p>Les eaux résiduaires comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> . les eaux usées des cabines d'apprêt et de laquage ; . les eaux usées du dégraissage / phosphatation des châssis <p><u>Eaux usées des cabines d'apprêt et de laquage :</u> Les réservoirs d'eau des rideaux d'eau des cabines de peinture sont vidangés et nettoyés deux fois par an. Les eaux de vidange de ces réservoirs doivent être transférées dans deux cuves tampon de 20 m³ chacune. Elles sont ensuite rejetées dans le réseau interne des eaux industriels (point R0, en aval de la station de détoxification et en amont du point d'autocontrôle) puis dans le réseau communal d'eaux usées (point R2).</p> <p><u>Eaux usées du dégraissage / phosphatation des châssis :</u> Elles doivent être collectées dans une fosse étanche de 4 m³ puis transférées dans une station physico-chimique de traitement (démétallisation). Elles sont ensuite rejetées dans le réseau interne des eaux industrielles (point R0 en aval de la station de détoxification et en amont du point d'autocontrôle) puis dans le réseau communal d'eaux usées (point R2).</p>	C	
		R	Vidange réalisée 2 fois par an selon l'exploitant ; en août et décembre lors des fermetures annuelles du site.
		R	Le plan des réseaux du 10 mars 2014 a été examiné. Faire figurer R0, les rejets eaux pluviales et mettre à jour les puisards existants.

¹ :R : Remarque NC : Non Conformité C : Conformité

Article	Points vérifiés				Nature du constat	Observations		
4-A	Eaux résiduaires après traitement : rejet R0					NC	L'exploitant nous a transmis par mail du 11 janvier 2017 les analyses mensuelles de 2016 ; Eurofins analyse mensuellement les prélèvements réalisés par l'exploitant ; pour le 23 septembre 2016 on a les résultats suivants: DCO : 4880 mg/l (flux Inconnu) DBO ₅ : 3100 mg/l (flux Inconnu) MES : 22mg/l Fluorure : <1mg/l Phosphore : 1,58 mg/l Les paramètres suivants dans les analyses transmises sont manquants : Al Pb Zn Fe pH et débit. Ils figurent toutefois sur GIDAF ; des dépassements sont observés pour la DCO (mars septembre décembre) et pour la DBO5 (mars septembre novembre); des commentaires sont à apporter.	
		Paramètre	Norme de mesure ou d'analyse	Valeurs limites	Auto-surveillance			
		Débit	-	6,6 m³/j	Journalier			
		pH	NF T 90 008	Compris entre 5,5 et 8,5	Continu			
				Concentration (mg/l)	Flux (g/j)			
		Fe	NF T 90 017	5	33			Hebdomadaire
		DCO	NF T 90 101	Pdv si Q < 45 kg/j 2 000 si Q > 45	45 000			Mensuel
		MES	NF EN 872	Pdv si Q < 15 kg/j 600 si Q > 15 kg/j	15 000			
		P total	NF T 90 023	50	300			
		DBO ₄	NF T 90 103	Pdv si Q < 15 kg/j 800 si Q > 15 kg/j	15 000			
		HCT	NF T 90 114	Pdv si Q < 100 10 si Q > 100 g/l	30			
		Al	FD T 90 119	5	30			
		Pb	NF T 90 027	1	6			
		F	NF T 90 004	15	90			
		Zn	FD T 90 112	5	30			-
4B	Eaux pluviales et autres eaux propres					NC	Aucun suivi n'est réalisé sur les eaux pluviales. Mettre à jour le plan des réseaux pour identifier les points de rejets eaux pluviales dans l'établissement.	
		Paramètre	Norme de mesure ou d'analyse	Concentration maximale				
		MES	NF EN 872	35				
		DCO	NF T 90 101	125				
		HCT	NF T 90 114	5				
		Fe	NF T 90 017	2				
		Pb	NF T 90 027	1				
	Validation de l'autosurveillance							
	L'exploitant doit faire procéder, à ses frais, par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées, aux prélèvements et analyses définis ci-dessous. Pour les analyses, cet organisme doit être un laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement.							
		Rejet R0	Paramètres Article 4.A	Fréquence 1 fois/an				
5.2	Afin de pouvoir comparer les résultats et valider l'autosurveillance, les analyses prévues à l'article 5.1 doivent être réalisées en plus des analyses définies ci-dessus.					R	L'intervention d'Eurofins est à détailler ; leur cahier des charges de leur prestation est à fournir	

Annexe I

Article	Points vérifiés	Nature du constat	Observations
5.3	<p>Contrôle inopiné Dans le cadre d'une convention passée par l'exploitant avec un organisme extérieur, celui-ci doit intervenir de façon inopinée à la demande de l'inspection des installations classées pour l'application de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 23 août 1996.</p> <p>La convention doit porter sur le rejet R0.</p> <p>Pour les prélèvements, l'organisme doit être différent de celui qui effectue les prélèvements pour la validation de l'autosurveillance.</p> <p>Pour les analyses, l'organisme doit être un laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement.</p> <p>Transmission des résultats Les résultats de l'autosurveillance, les rapports de l'organisme de validation de l'autosurveillance, accompagnés des commentaires appropriés, nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence doivent être adressés trimestriellement à l'inspection des installations classées par télétransmission compatible avec le mode de traitement des données utilisé par cette inspection.</p>	C	<p>Réalisé par SGS en juin 2016. Aucune non-conformité n'a été constatée.</p>
5.5		R	<p>Les saisies sur Gidaf sont à rentrer mensuellement.</p> <p>La rentrée de donnée sur GEREP est également à faire, de janvier à mars pour l'année précédente.</p>

:R : Remarque NC : Non Conformité C : Conformité

Conformité à certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° DCLD-B1-1996-322 du 23 août 1996 portant régularisation administrative et réactualisation des prescriptions applicables aux établissements FRUEHAUF France pour leurs installations implantées avenue Jean Mermoz à AUXERRE.

Point	Points vérifiés	Nature du constat ²	Observations
11.4	<p><u>Capacité de rétention:</u> Tout stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou du sol est associé à une capacité de rétention réalisée conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>(volume au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de réipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 600 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 600 litres.) 	NC	<p>Par courrier en date du 12/01/2017 l'exploitant nos a adressé des photographies justifiant de la mise sur rétention de 2 cubitainers et du nettoyage de la zone de stockage des déchets, en évacuant les stocks hors rétention.</p>

Annexe I

Point	Points vérifiés	Nature du constat ²	Observations
21	<p><u>Contrôle et suivi des rejets atmosphériques:</u></p> <p>L'exploitant procède, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures et de prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées et au moyen de bilans matières.</p> <p>Rejet n°12 : Poussières selon la NFX 44052 – annuelle.</p> <p>... Le rapport annuel de contrôle établi par cet organisme est systématiquement transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réalisation du contrôle.</p>	<p>C</p> <p>NC</p>	<p>L'Apave est intervenue du 29 au 31 août 2016. Le rapport nous a été transmis par mail du 05 janvier 2017 .</p> <p>La teneur en poussières est conforme : 1,2 mg/Nm³</p> <p>Transmettre le rapport au plus tard un mois après le contrôle.</p>

;R : Remarque NC : Non Conformité C : Conformité

Remarques sur le plan de gestion des solvants 2015 de la société Fruehauf à Auxerre

- **Flux O1 (rejets canalisés) :**
 - l'exploitant utilise des concentrations mesurées dans les rejets en 2013 (mesure du 3 au 6/12/13), qu'il multiplie par des débits mesurés en 2014 (mesures du 15 au 17/12/2014). Il faudrait utiliser des mesures de concentrations et de débits faites en même temps car ces 2 données sont liées. Il faut aussi utiliser les données de l'année de la réalisation du PGS pour que ce soit représentatif. Il aurait donc dû utiliser des mesures de 2015 (il doit faire a minima une mesure annuelle de ces rejets). Cette méthode est valable si les rejets de l'installation sont relativement stables dans le temps.
 - Si on fait le total des flux horaires, on arrive à 19,6 kg/h de COV en équivalent carbone. On dépasse ainsi le seuil de 15kg/h qui figure à l'article 59 de l'AM du 02/02/98 et qui impose une surveillance en continu des émissions de COV.
 - le flux O1 est de 63 849 kg de carbone. L'exploitant indique plus haut dans son PGS que le taux de carbone est 0,8 dans ses solvants (ce chiffre pourrait être justifié par l'exploitant). Par contre il n'a pas fait la conversion pour exprimer le flux O1 en kg de solvants. Au final on a en fait $O1 = 63\,849 \text{ (kg de carbone)} / 0,8 = 79\,811 \text{ kg de solvants}$.
- **Flux O4 (rejets diffus) :** le calcul de O4 se fait par bilan et déductions des autres flux. Etant donné qu'il y a une erreur dans O1 (du fait de la non conversion kg de carbone -> kg de solvants), le flux O4 vaut en fait $O4 = 90\,502 \text{ (émissions totales)} - 79\,811 \text{ (émissions canalisés)} = 10\,691 \text{ kg}$ (et non 26 653 kg). Le pourcentage de rejets diffus est donc de 6,55% ce qui est plus faible que ce qu'indique le tableau de synthèse de l'exploitant.
- **Flux O6 (déchets) :** l'exploitant indique un tonnage de 53 tonnes de boues de peinture et de 50 tonnes de vieilles peinture. Dans Gerep, le tonnage de ces déchets est de 43 tonnes.
- **Flux O8 (solvants régénérés) :** l'exploitant indique un tonnage de 46,6 tonnes de solvants régénérés. Dans Gerep, le tonnage de solvants envoyés en régénération n'est que de 42,08 tonnes.
- Le plan de progrès est léger. L'exploitant pourrait a minima calculer les gains espérés et obtenus. Le flux horaire de COV dépasse le seuil imposant la surveillance en permanence des émissions de COV. Si l'exploitant ne veut pas se voir imposer cette surveillance en continu, il doit travailler sur une diminution de ses rejets et une baisse de sa consommation de solvants .

